

Brochure n° 3158

Convention collective interrégionale

**IDCC : 802. – DISTRIBUTION ET COMMERCE DE GROS
DES PAPIERS ET CARTONS
(OETAM)**

Brochure n° 3054

Convention collective nationale

**IDCC : 925. – DISTRIBUTION ET COMMERCE DE GROS
DES PAPIERS ET CARTONS
(Ingénieurs et cadres)**

**AVENANT N° 5 DU 14 MARS 2014
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} FÉVRIER 2014**

NOR : ASET1450740M

IDCC : 802, 925

PRÉAMBULE

Les parties signataires conviennent de revaloriser les salaires minimaux garantis tels que résultant de l'avenant n° 4 du 7 septembre 2012 à l'accord professionnel du 19 novembre 2008 relatif aux classifications professionnelles.

Elles rappellent que les salaires sont négociés sans distinction d'origine, de sexe, de mœurs, d'orientation sexuelle, d'âge, de situation de famille conformément à l'article L. 1132-1 du code du travail. Cependant, elles entendent insister sur les principes généraux d'égalité qui doivent guider les politiques de rémunération des entreprises. A cet effet, elles rappellent tout particulièrement qu'au titre des articles L. 3221-2 et L. 3221-5 du code du travail :

- les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ;
- les différents éléments composant la rémunération doivent être établis selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes ;
- les disparités de rémunération ne doivent pas, pour un même travail ou un travail de salaire égal, être fondées sur les appartenances des salariés à l'un ou l'autre sexe ;
- les catégories et les critères de classification et de promotion professionnelle ainsi que toutes les autres bases de calcul de la rémunération, notamment les modes d'évaluation des emplois, doivent être communs aux travailleurs des deux sexes.

Elles renvoient les entreprises vers le contenu de l'accord intersecteurs papiers-cartons du 26 juin 2012 portant application du principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les industries des papiers et cartons et tout particulièrement à son titre II visant les mesures propres à corriger les déséquilibres constatés en entreprise.

Article 1^{er}

Salaires minimaux conventionnels

La grille des salaires minimaux conventionnels de l'avenant n° 4 du 7 septembre 2012 à l'accord professionnel du 19 novembre 2008 relatif aux classifications professionnelles est revalorisée comme suit à compter du 1^{er} février 2014 :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	NIVEAU	ÉCHELON	SMMG au 1 ^{er} février 2014	GARANTIE annuelle de rémunération
Ouvriers et employés	I	1	1 446	18 104
		2	1 452	18 166
	II	1	1 484	18 578
		2	1 515	18 953
	III	1	1 558	19 478
		2	1 620	20 252
		3	1 662	20 777
Techniciens et agents de maîtrise	IV	1	1 715	21 307
		2	1 799	22 369
		3	1 872	23 269
Ingénieurs et cadres	V	1	2 376	30 220
		2	3 466	44 091
		3	4 203	53 461

Article 2

Salaires minimaux garantis aux salariés commerciaux itinérants

La grille de salaires des salariés commerciaux itinérants cadres, répondant aux conditions de l'article 6.2 de l'accord professionnel du 19 novembre 2008 relatif aux classifications professionnelles, est revalorisée comme suit :

(En euros.)

POSITIONNEMENT		GARANTIE MENSUELLE au 1 ^{er} février 2014	GARANTIE ANNUELLE
Niveau	Echelon		
V	1	1 663 €	30 220
	2	soit 70 % du niveau V	44 091
	3	Echelon 1	53 461

Article 3

Prime d'ancienneté

La base de calcul de la prime d'ancienneté, visée à l'article 3 de l'avenant n° 4 à l'accord professionnel du 19 novembre 2008 relatif aux classifications professionnelles, est revalorisée à 1 446 € à compter du 1^{er} février 2014.

Article 4

Procédure de dépôt et d'extension

Le présent avenant fera l'objet de la même publicité que l'accord initial. Il sera déposé auprès des services compétents en application du code du travail.

La partie patronale s'emploiera à obtenir son extension conformément à la législation en vigueur.

Fait à Paris, le 14 mars 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

AFDPE.

Syndicats de salariés :

FG FO ;

FCE CFDT.